

<http://www.ujfp.org/spip.php?article8253>



# Il est temps que la solution à un seul État devienne l'opinion majoritaire

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : vendredi 25 décembre 2020

---

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

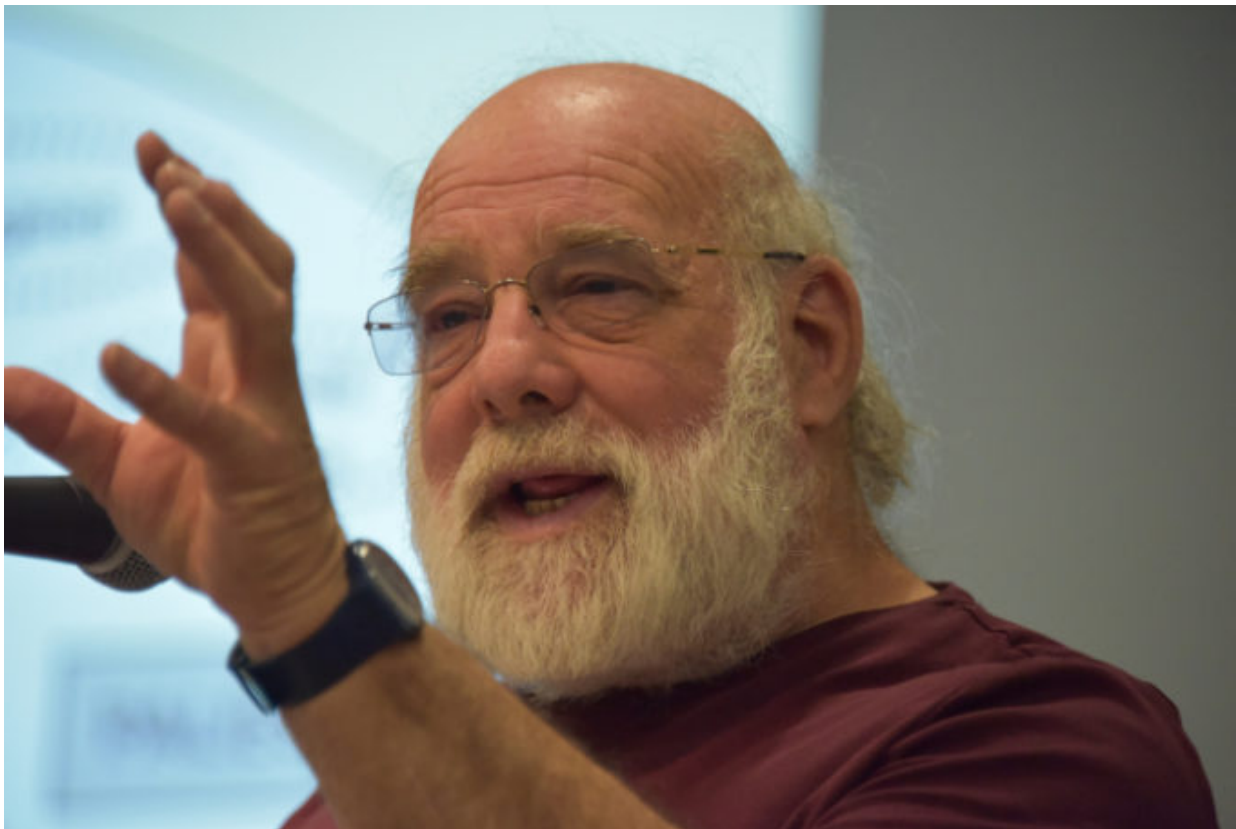
---

24 décembre 2020

Par [Awad Abdelfattah](#), [Jeff Halper](#)

*Le « conflit israélo-palestinien » a souvent été présenté comme l'un des plus insolubles de l'histoire moderne.*

Mais une raison pour laquelle il en est ainsi est précisément qu'il a été analysé à tort comme conflit et qu'ainsi les « solutions » proposées et le « processus de paix » pour le résoudre sont voués à l'échec.



Jeff Halper est un ardent défenseur de la solution d'un État démocratique unique avec des droits égaux pour les Juifs israéliens et les Palestiniens - Photo : via peacemakers.ngo

Il ne s'agit pas d'un conflit. Il n'existe pas deux camps qui s'affrontent sur une question qui peut être résolue par le biais de négociations techniques et de compromis. C'est plutôt que le sionisme était - et est - un projet colonial de peuplement.

Les colons juifs sont arrivés d'Europe en Palestine dans l'intention de s'emparer du pays et de se l'approprier. Comme pour tous les mouvements de colonialisme de peuplement, ils sont arrivés équipés d'un discours expliquant pourquoi en fait le pays leur appartenait, et ils ont continué à revendiquer leur droit au pays unilatéralement. La population palestinienne autochtone (qui comprenait des juifs séfarades, mizrahi et des juifs ultraorthodoxes) n'a pas eu voix au chapitre ; elle ne constituait pas un « camp, » mais uniquement une population dont il fallait se débarrasser.

Cela reste vrai aujourd'hui tandis que le projet sioniste de peuplement a pratiquement accompli son objectif de

## Il est temps que la solution à un seul État devienne l'opinion majoritaire

---

judaïsation de la Palestine, de transformation d'un pays arabe en un pays juif. Sa conclusion inéluctable est l'[apartheid](#) : confinant les Palestiniens dans des enclaves isolées et appauvries, dispersées sur 15 pour cent du territoire de leur pays.

Le colonialisme de peuplement et l'apartheid, ne peuvent, toutefois, être résolus par des négociations et des compromis. Un peuple ne peut pas négocier ses droits humains, politiques, nationaux, et civils fondamentaux. La seule façon de sortir d'une situation coloniale c'est par le biais d'un processus de décolonisation.

Qu'est que cela implique ? Cela implique un réajustement fondamental à la réalité présente. Cela implique le [retour des réfugiés](#) palestiniens et leur réintégration dans la société. Cela implique le démantèlement de toutes les structures de domination et de contrôle, qu'elles soient de nature politique, économique, ou idéologique et culturelle.

Cela nécessite de reconnaître que la population colonisée a droit à une voix égale dans l'élaboration du régime politique post colonial. Cela impose la formation d'un nouveau système politique et d'une société civile qui garantissent des droits égaux à tous ses citoyens ainsi qu'à tous les groupes religieux, ethniques et nationaux qui la composent.

Cela exige en outre une redistribution équitable des ressources, notamment de la terre, l'objectif principal du colonialisme de peuplement, ainsi que la reconnaissance par les colonisateurs de la souffrance qu'ils ont causée, et les réparations qui s'imposent.

C'est un changement aussi fondamental qui est nécessaire pour engendrer une nouvelle communauté politique partagée. Et cela est, à son tour, le seul moyen qui permette de transcender le colonialisme de peuplement.

### Programme politique

L'analyse du colonialisme de peuplement est bien développée dans les milieux universitaires et ouvrent des perspectives authentiquement nouvelles pour une paix juste en Palestine/Israël. Mais elle n'a pas encore pénétré les discours politiques ou populaires, qui sont toujours enlisés dans des tentatives nécessairement infructueuses de négocier - ou plus exactement de gérer - un conflit.

Dans la tentative de remplacer la résolution de conflit par le processus plus juste et approprié de décolonisation, une initiative d'origine palestinienne a vu le jour à Haïfa au cours des trois dernières années.

La Campagne pour un État Démocratique ([One Democratic State Campaign](#), ODSC), bien qu'encore dans sa jeunesse, regroupe des Palestiniens de toutes les principales communautés (des citoyens des terres qui en 1948 sont devenues Israël, de la Cisjordanie occupée et de la Bande de Gaza, des camps de réfugiés et de la diaspora/exil) et leurs alliés juifs israéliens anticoloniaux.

Elle a [lancé un appel](#) pour la création d'un état démocratique unique entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée, un état qui sera aussi le témoin du retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie.

S'appuyant sur les travaux réalisés par d'autres, l'ODSC a aussi formulé un programme politique en 10 points qui « mène une réflexion approfondie » sur l'ensemble du processus de décolonisation de l'entité coloniale de peuplement qu'est Israël par le biais de l'établissement d'un système et d'une communauté politiques postcoloniaux. Les voici, en bref :

**1. Décolonisation.** La seule façon de résoudre une situation coloniale de peuplement c'est d'effectuer un processus

## Il est temps que la solution à un seul État devienne l'opinion majoritaire

---

exhaustif de décolonisation qui donnera finalement naissance à une nouvelle communauté politique partagée.

**2. Une Seule Démocratie Constitutionnelle.** Un seul état démocratique sera fondé entre la mer Méditerranée et le fleuve Jourdain, il appartiendra à tous ses citoyens, y compris aux réfugiés palestiniens qui pourront rentrer dans leur patrie. Tous les citoyens jouiront de droits égaux, de la liberté et de la sécurité. L'état sera une démocratie constitutionnelle, l'autorité de gouverner et de légiférer émanant du consentement des gouvernés.

**3. Droit au retour, à la restitution et à la réintégration dans la société.** L'état démocratique unique mettra pleinement en oeuvre le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens qui ont été expulsés en 1948 et par la suite, qu'ils vivent en exil à l'étranger ou qu'ils vivent actuellement en Israël ou dans les Territoires Occupés. L'État les aidera à revenir dans leur pays et dans les lieux dont ils ont été expulsés. Il les aidera à reconstruire leur vie personnelle et à se réintégrer totalement dans la société, l'économie, le système politique du pays. L'État fera tout ce qui est en son pouvoir pour restituer aux réfugiés leurs biens privés ou collectifs et/ou pour les indemniser.

**4. Droits individuels.** Aucune loi de l'État, institution ou pratique ne peut faire preuve de discrimination entre les citoyens sur la base de l'origine sociale ou nationale, de la couleur de peau, du genre, de la langue, de la religion ou opinion politique ou orientation sexuelle. Une citoyenneté unique confère à tous les résidents de l'État la liberté de mouvement, le droit de résider où que ce soit dans le pays, et des droits égaux dans tous les domaines.

**5. Droits collectifs.** Dans le cadre d'un État démocratique unique, la Constitution protégera également les droits collectifs, qu'ils soient nationaux, ethniques, religieux, de classe ou de genre, et la liberté d'association. Des garanties constitutionnelles veilleront à ce que toutes les langues, les arts et les cultures puissent s'épanouir et se développer librement. Aucun groupe ni aucune collectivité n'aura de privilèges, n'y n'aura la capacité d'exercer un quelconque contrôle ou une domination sur les autres. Le parlement n'aura pas le pouvoir de promulguer des lois qui soient discriminatoires envers une quelconque communauté en vertu de la Constitution.

**6. Bâtir une société civile partagée.** L'État favorisera l'existence d'une société civile vitale composée d'institutions civiles communes, notamment éducatives, culturelles et économiques. Parallèlement au mariage religieux l'État assurera le mariage civil.

**7. Économie et justice économique.** Notre vision se fixe la justice pour objectif, et celle-ci inclut la justice économique et sociale. La politique économique doit remédier aux décennies d'exploitation et de discrimination qui ont creusé de profonds fossés socioéconomiques entre les populations vivant sur cette terre. Un État en quête de justice doit concevoir une politique économique redistributive créative sur le long terme pour garantir que tous les citoyens aient une chance égale d'avoir accès à l'éducation, à un emploi productif, à la sécurité économique et à un niveau de vie digne.

**8. Engagement envers les droits humains, la justice et la paix.** L'état respectera le droit international et recherchera la résolution pacifique aux conflits par la négociation et la sécurité collective en accord avec la Charte des Nations Unies.

**9. Notre rôle dans la Région.** L'ODSC se joindra à toutes les forces progressistes du monde arabe qui luttent pour la démocratie, la justice sociale et une société égalitaire non soumise à la tyrannie et à une domination étrangère.

**10. Responsabilité internationale.** A l'échelle mondiale, l'ODSC se considère comme faisant partie des forces progressistes s'efforçant d'engendrer un autre ordre mondial qui soit juste, égalitaire et libre de toute oppression, racisme, impérialisme et colonialisme.

## Il est temps que la solution à un seul État devienne l'opinion majoritaire

---

Il reste un travail considérable à faire pour étoffer notre programme, qui est tout à fait un travail participatif en cours. Mais notre tâche en cette période historique est claire : entrer dans l'arène politique armés d'un programme politique clair et convaincant, d'une organisation et d'une stratégie, tous requis si nous voulons effectivement mobiliser nos principaux alliés, les bases populaires mondiales.

Un État démocratique en Palestine historique n'est pas une vision utopique. Elle est réalisable, elle est essentielle et elle est urgente. Le moment est venu d'un état démocratique inclusif entre le fleuve Jourdain et la mer Méditerranée.

\* **Awad Abdelfattah** est le coordinateur de la « Campagne Un seul État démocratique » (ODSC). Il est l'ancien secrétaire général du parti Balad/Tajamo.

\* **Jeff Halper** dirige le Comité israélien contre les démolitions de maisons (ICAHD) et est l'un des membres fondateurs de ODSC. Son prochain ouvrage s'intitule *Decolonizing Israel, Liberating Palestine : The Case for One Democratic State* (Londres : Pluto, 2021).

17 décembre 2020 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - MJB